

sion de l'intérieur, de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale [26 juin 1946] (A., p. 2554); de la Commission d'études des services d'incendie [30 juillet 1946] (p. 2840).

Dépôts :

Le 3 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de la Haute-Garonne, victimes d'un orage de grêle, n° 648. — Le 24 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'Algérie et de l'administration générale, départementale et communale sur : I. le projet de loi relatif à la révision et à la résiliation de certains contrats passés par les collectivités locales ; II. les propositions de loi : 1° de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser les collectivités à résilier ou réviser les contrats de concessions qui ne correspondent pas à l'intérêt général de la population intéressée ; 2° de M. Defferre et plusieurs de ses collègues relative à la révision et à la résiliation de certains contrats passés par les collectivités locales ; III. la proposition de résolution de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réviser et résilier certains contrats passés avec les collectivités communales et départementales, et relatifs à l'exploitation en régie par les communes et syndicats de communes d'entreprises industrielles et commerciales, n° 1028.

Interventions :

Son rapport au nom du 5^e Bureau, sur les opérations électorales du Maroc [12 juin 1946] (A., p. 2514). — Participe à la discussion : de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; Art. 5 : *Amendement de M. Marin* [3 septembre 1946] (p. 3493) ; Art. 76 : *Ses explications de vote sur l'article* [10 septembre 1946] (p. 3600) ; — du rapport sur les textes, adoptés en première lecture, tendant à établir la Constitution de la République française ; Art. 29 A : *Ses explications de vote* [28 septembre 1946] (p. 4198) ; — de propositions de loi relatives à l'élection des députés ; Art. 1^{er} : *Son amendement* [30 septembre 1946] (p. 4279, 4282).

BALLANGER (M. Robert), Député du département de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555).

Dépôts :

Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer rapidement un projet de loi modifiant le régime actuel des zones de salaires, d'allocations familiales, d'allocations aux vieux travailleurs et d'indemnités de résidence dans le département de Seine-et-Oise, n° 141. — Le 11 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement des mesures en faveur des « mal lotis », n° 143.

BARANGÉ (M. Charles), Député du département de Maine-et-Loire.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [26 juin 1946] (p. 2554).

Dépôts :

Le 5 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, n° 104. — Le 5 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1945, n° 105. — Le 23 juillet 1946, un rapport au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 235. — Le 30 juillet 1946 un avis au nom de la Commission des finances et du contrôle budgétaire sur le projet de loi tendant à autoriser le Président du